

Unité départementale de la Somme
12, rue du Maître du Monde
80440 GLISY

Glisy, le 29/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMIRTOM DU PLATEAU PICARD NORD

Rue du fossé Savignac
80600 Doullens

Références : 2022-E20144
Code AIOT : 0100004116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement SMIRTOM DU PLATEAU PICARD NORD implanté Rue des Tarterins ZI du Rouval 80600 Doullens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle conjoint est effectué à la demande du Comité opérationnel départemental anti-fraude de la Somme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMIRTOM DU PLATEAU PICARD NORD
- Rue des Tarterins ZI du Rouval 80600 Doullens
- Code AIOT : 0100004116
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

La déchetterie de Doullens relève actuellement du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Traçabilité des déchets sortants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative - collecte de déchets non dangereux	Décret du 06/06/2018, article décret nomenclature 2018-458	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Situation administrative - collecte de déchets dangereux	Décret du 06/06/2018, article décret nomenclature 2018-458	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
3	Collecte des déchets métalliques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie de Doullens relève du régime de la déclaration ICPE pour la collecte de déchets non-dangereux, et du régime de l'autorisation pour la collecte de déchets dangereux, mais ne dispose pas des titres correspondants.

L'orientation de certains déchets vers les filières adaptées n'a pas été justifiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - collecte de déchets non dangereux

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article décret nomenclature 2018-458
Thème(s) : Situation administrative, classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : rubrique 2710-2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³ (E) b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ (DC)
Constats : il est constaté la présence: De 8 bennes normalisées: - encombrants: 3 bennes de 15 m3, soit 45 m3 - bois : 1 benne de 15 m3 - déchets verts : 1 benne de 15 m3 - cartons: 1 benne de 15 m3 - gravats: 1 benne de 7 m3 - déchets de type encombrants, stocké sur l'herbe à l'écart: 7 m3 D'une benne non normalisée dédiée aux déchets de métaux, d'une capacité estimée à 10 m3 De 4 containers d'environ 3 m3 dans le local, dédiés aux déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), soit 12 m3 Soit un volume total de stockage de 126 m3. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un récépissé de déclaration pour ses activités de collecte. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, les derniers rapports de contrôle périodique réalisés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Il informera l'inspection des installations classées, dans les mêmes délais, si ces contrôles n'ont pas été réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative - collecte de déchets dangereux

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article décret nomenclature 2018-458
Thème(s) : Situation administrative, classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : rubrique 2710-1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)
Constats : Sur le site, il est constaté la présence : - de 11 containers plastique de capacité unitaire 600 litres, destinés à recevoir les bidons et pots d'huiles usagées et peintures (soit une capacité de stockage de 6,6 m3); - d'une trentaine de pots de peintures usagés, stockés à côté des containers; - d'un fut métallique, posé sur une palette, identifié avec une étiquette "inflammable" - de 5 caisses en plastique, dans le local, contenant des aérosols, des emballages de produits étiquetés "dangereux pour l'environnement", des seaux en plastique non identifiés. L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier des tonnages présents sur le site. Considérant l'ensemble des capacités de stockage identifiées, en extérieur et en intérieur, le site stocke plus de 7 tonnes de déchets dangereux si l'ensemble des contenants est plein.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Collecte des déchets métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus d'un an dans l'installation. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. [...]
Constats : La benne mise en place pour collecter les déchets métalliques n'est pas une benne normalisée: elle est constituée de tôles de construction en métal et ne dispose pas des éléments d'ancrage utilisés par les collecteurs de déchets connus de l'inspection des installations classées. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la filière utilisée pour l'évacuation des déchets métalliques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours